L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX, No. 73 rue de Chartres. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 28 NOVEMBRE 1862 Entre les rues Bienville et Conti.

Nouvelle-Orléans
VENDREDI MATIN, 28 NOVEMBRE.

Textes à l'encan de ce jour.

Par D W C Farrington—A l'Upper Landing, 200 boucauts d'excellente et 600 balles de coton. E: à la presse à coton Mississippi, 600 balles de coton.

Par E M Jacobs—Passage de la Bourse, No 90, un lot de meubles, fauteuils, vaisselle, &c.

Par Gabriel Leaumont, à 10 heures, à son magasin d'encan, rue de Chartres, No 69—Habillements, calicots, chemises, couvertures, flanelles, chapeaux, casquettes, &c.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 61—marchandises sèches, vêtements, bottes, souliers et chapeaux.

Exaltation de la démocratie à, New-York.

Grand meeting de l'Association de l'Union démocratique.

A un meeting qui avait été convoqué pour le 10 novembre à l'encoignure de Broadway et de la Vingt-deuxième rue, trois orateurs distingués se sont fait entendre, MM. Fernando Wood, John Van Buren et James Brooks. Le premier et le troisième ont été élus représentants au Congrès et le second est un candidat désigné d'avance à la Législature de New-York pour le Bénat des Etats-Unis. Ce sont donc trois personnages dont il est bon de faire connaître l'opinion. Mais comme ce but peut être atteint sans qu'il soit nécessaire de reproduire leurs discours *in extenso*, nous nous contenterons d'en donner un résumé substantiel et bref.

Messieurs, a dit M. Wood, nous n'avons fait aucun compromis dans cette élection ; nous n'avons cédé à aucun préjugé dans aucun des comtés de ce grand Etat ; nous avons hardiment avoué nos principes et nous avons triomphé sans avoir fait le moindre concession. Que soulignons-nous ? l'Union et la conservation.

C'est ce que nous voulons encore aujourd'hui que nous avons la majorité. Nous avons parlé des droits de l'Etat de New York, ces droits nous sommes prêts à les défendre contre toute usurpation fédérale. Notre gouverneur élu les défendra comme nous, car il est doué d'un esprit et d'un caractère éminemment propres à repousser toute attaque contre la liberté individuelle comme à maintenir la souveraineté de l'Etat. Le gouverneur Seymour et nous, nous saurons à la fois remplir nos devoirs de citoyens de New York et de citoyens des Etats Unis. Rappelons nous seulement, mes amis, que nous ne pourrons pas faire la paix avec le sud à moins que ce n'est qu'en respectant la Constitution et la légalité que nous pouvons espérer de ramener nos frères du Sud à leur ancien devoir envers l'Union.

Voici maintenant plusieurs passages de discours de M. John Van Buren, tels que nous les avons trouvés dans l'*Evening Delta* :

Vous me demandez, messieurs, ce que le gouverneur a l'intention de faire. Je ne puis le dire, mais je puis faire remarquer que le gouverneur Seymour entrera en fonctions le 1er janvier prochain et qu'alors il fera connaître ses intentions et ses opinions dans son discours inaugural. Quant aux membres élus du 38e Congrès qui ne peuvent se rassembler, à moins de convocation extraordinaire, que le premier lundi de décembre 1863, ils exerceront leurs devoirs, s'ils sont sages, en suivant les inspirations de leurs consciences.

Pour le moment, nous avons le même pouvoir qu'eut et je puis vous dire ce que j'ai l'intention de faire et vous soumettre quelques vues sur la situation du pays. Nous formons, maintenant, l'opposition et nous sommes opposés à cette administration du Gouvernement Général des Etats Unis. Ce n'est pas l'affaire d'une opposition d'avoir une politique, ce n'est pas l'affaire d'une opposition de proposer des plans administratifs quand elle est entièrement sans pouvoir. Mais c'est l'affaire de l'opposition de surveiller scrupuleusement et strictement l'administration et de la lui résister quand son action provoque la blâme.

M. John Van Buren entretient ses auditeurs de la nécessité de poursuivre vigoureusement la guerre, non pour subjuguer le Sud, mais pour avoir la chance de faire accepter une armistice d'abord et un compromis ensuite. La conclusion des vues de l'orateur sur ce point serait la candidature du général McClellan à la présidence des Etats-Unis. Il demande pourquoi il a été destitué.

Le président des Etats Unis reçoit l'assurance de ceux qui l'entourent qu'il est populaire. Il a seulement servi du huit mois sur les quatre années de son terme, et dans toutes les parties de l'Union il a montré d'amis pendant que dans les Etats du Missouri, Delaware, Kentucky et Maryland de nombreux officiers publics sont dans ses intérêts. Ces Etats auraient la prépondérance dans l'Union si elle était restaurée. Il croit que sa politique et la conduite de son gouvernement ont été telles que le peuple qui l'appellerait en conséquence à un autre terme présidentiel. Je ne puis dire quelle serait l'action du peuple dans cette occurrence ; mais il a droit de croire qu'il serait traité à la présidence. Je ne ferais certainement rien pour qu'il en fût ainsi. Je serais opposé à son élection comme je suis opposé à son administration. Je sais dès aujourd'hui ce que je ferais, bien qu'il est regardé comme un fou de me permettre jamais de lui donner des conseils qui auraient pour but de lui faire recevoir des sommes d'argent que dans son insanité il ne suggérerait pas.

Je ne lui ai jamais dit ni oui ni non ; je ne lui ai jamais parlé ; je ne le distinguerais de nul autre dans cette foule, mais je regarde le général McClellan comme un des hommes les plus extraordinaires de ce temps. A proue de la gouvernement s'est grandement trompé en lui étant son commandement, s'il veut poursuivre la guerre jusqu'au bout d'une manière triomphante. Mais s'il pense au contraire que la guerre ne saurait durer, qu'il est une étape de faite pour avec le Sud, s'il désire restaurer l'Union et faire de McClellan le prochain président de la république, il a réellement fait ce qu'il fallait faire. Je pense qu'il était convenable que le nom de McClellan, en connexion avec la présidence, fût prononcé tout d'abord dans la salle de l'Association démocratique des jeunes gens, où tant de mon ancienne popularité m'ont inaugurées avec succès, et je crois avec une grande confiance que ces hommes, par leur conduite, ont servi l'Union, que le rappel de McClellan en faveurisera le restauration, et que ce rappel à servira le président des Etats Unis sous une constitution amendée.

M. James Brooks rend grâce à Dieu du résultat de la dernière élection de New-York. Les 31,000 voix de majorité dans la ville de New-York forment, selon lui, toute une armée d'artillerie, de cavalerie, d'infanterie, de marine armée mercenaire défendre, en cas de besoin, les libertés du peuple contre toutes tentatives d'arbitraire. Les habitants du Sud rentreraient bientôt dans l'Union, déclare M. Brooks, s'ils avaient des garanties de notre justice.

L'*Evening Delta* termine la séance par la reproduction abrégée du discours de M. Gilbert Dean qui s'est exprimé de la manière suivante :

Aucune victoire, pareille à celle de la dernière élection, n'a été obtenue depuis la reconnaissance de l'Indépendance des Etats-Unis. Le cœur lui a manqué quand il a appris la révocation de général McClellan. Il espère qu'il n'en sortira rien de fatal et que l'armée restera fidèle. Mais il se entendu dire à Washington par un officier de cabinet, le 19 septembre dernier, deux jours après la bataille d'Antietam, que lorsque McClellan avait été privé de son commandement, on était à Pope, il y eût plus de danger du côté de notre armée, pendant deux jours, que du côté de l'armée rebelle. Revenant à l'état des choses, M. Dean exprime la détermination du parti démocrate à délivrer la ville de New-York de sa police métropolitaine. Il empêchera aussi Horace Greeley ou tout autre homme de cette trempe d'être élu au Sénat des Etats-Unis.

Les négresses à Memphis—Une lettre de Memphis renferme le passage suivant au sujet des règles établies par le général Sherman, gouverneur militaire de cette ville :

Si un esclave qui est entré dans nos lignes et a goûté des douceurs de la liberté, désire retourner chez son maître, le général Sherman le permet, mais on n'emploie pas la force pour la capture des nègres marrons. On dit qu'un grand nombre de noirs retournent chez leurs maîtres. Il ne trouvent pas que la liberté soit ce qu'ils espéraient.

Ils pensaient qu'être libres c'était être des "gentlemen" comme leurs maîtres—n'avoir rien à faire qu'à manger, à boire, à s'amuser, ou à demander s'il y aurait un dîner pour le lendemain. Etre libre et être, cependant, forcé pour gagner un vie de travailler toute la journée, ce n'est pas être libre de tout, à leur avis. Les autres terres que l'on est en droit de faire forte sections leur ont suffisamment ouvert les yeux pour qu'ils voient que la liberté et la bonne vont ensemble, tandis qu'ils ne leur ont pas donné une notion intelligente de ce qu'est la liberté.

Un exemple salutaire.—Un correspondant du *New York Times*, qui se trouve avec l'avant-garde de l'armée de Burnside, en Virginie, écrit :

Il a été lancé de quartier-général, jeudi matin, un ordre qui déclare que tout officier qui sera reconnu coupable d'avoir permis à ses hommes de piller et de voler les habitants, *sera puni de mort.*

TESTAMENT DE MARTIN VAN BUREN.

Le testament de l'ex-président Van Buren a été homologué à Hudson. Il est daté du 18 janvier 1860 et commence ainsi :

Je soussigné, Martin Van Buren, de la ville de Kinderhook, comté de Columbia, et de l'Etat de New-York, ci-gouverneur des Etats-Unis, mais présentement résidant des Etats-Unis, mais, pendant la dernière et la plus heureuse année de ma vie, locateur dans mon pays natal, déclare que le pièce suivante est ma dernière volonté et mon testament, etc.....

Grande peste—Hoffman & Marks font une grande vente à l'encan, ce matin, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 61. Ils offrent des flanelles, des indiennes, de belles couvertures, du mollleton écru et de mollleton blanc, des indiennes américaines, de la mousseline, des chaînes brodées, etc., etc. Voir l'annonce.

Théatre de l'Opera— Dimanche prochain les artistes réunis en société donneront la première représentation de *Pacte de famine*, drame en 5 actes et 6 tableaux, de MM. Paul Foucher et Ellie Berthet. C'est une œuvre émouvante et qui offre un attrait tout particulier pour une population qui a eu récemment un avant goût de famine.

Théatre des variétés— Un des derniers steamers arrivés de New-York a amené une troupe complète de comédiens qui sous la direction de M. Lewis Baker se propose d'inaugurer la saison théâtrale, lundi prochain, au Théâtre des Variétés, rue Gravier. Les artistes qui accompagnent M. Baker sont précédés d'une réputation qui promet quelques joyeusetés artistiques aux amateurs de spectacles. Le programme de lundi prochain se composera de comédies et vaudevilles, dont quelque une sont traduite ou tirés des auteurs dramatiques français ; nous en donnerons le détail lundi. Nous aurons occasion de parler plus longuement de cette troupe d'artistes américains.

Académie de musique— L'académie de musique, rue St Charles, s'ouvrira la semaine prochaine. On attend incessamment la troupe de Dupres et Green, qui doit représenter des opérettes burlesques et attirer les amateurs de scènes comiques, nous signalerons l'arrivée de cette troupe.

CHRONIQUE LOCALE,

Violence—John Duffy a été arrêté hier, rue du Bassin, sous la prévention d'avoir voulu entrer de force dans la maison de Mme Stoll; il est accusé, en outre, d'avoir assailli l'officier Lyons avec l'intention de le tuer.

Arrêt prouvés—L'officier Smith, du Premier District, rapporte qu'il a trouvé un mousquet des Etats-Unis, avec une baïonnette, enveloppés dans une vieille couverture, sous la maison No 550, rue Dryades, occupée par John Long, du 6ème District. Il a déposé à la station les objets trouvés.

Ivrognerie, et folie supposée.— Ellen Hopper et son enfant ont été arrêtés dans le Premier District ; la mère était ivre et incapable de se conduire. Elle a déjà été trouvée dans cet état et on la suppose atteinte de folie.

Vol sur la levée.—P. Baledona a été arrêté hier sur la Levée dans le Deuxième District, sous la prévention d'avoir volé une caisse de chandelles pesant 40 livres.

John Cornelius a été arrêté au même endroit et à la même heure, sous l'accusation d'avoir reçu la caisse bien qu'il sût qu'elle était volée.

Encore Agnes Robertson—Agnès Robertson a été arrêtée hier dans le Deuxième District, sous prévention d'avoir volé un cheval et un buggy, et en outre pour répondre à l'accusation d'avoir insulté l'officier qui l'a arrêtée et de lui avoir résisté.

Ivrognerie et sédition—Michael Stedhens, alias Martin Kelly, du 6e des volontaires de New York, a été arrêté hier sous la prévention d'ivrognerie, d'avoir troublé la paix publique et fait entendre un langage séditieux.

Cour préotale.—John Kilmer a été condamné à cinquante piastres d'amende pour vol de deux cent cinquante piastres de propriété au préjudice de Mme Anderson. En 1858 la plaignante, se croyant sur le point de mourir, lui confia quarante piastres en or, des bijoux, à la condition que si elle ne mourait pas il lui rendrait la somme et le reste, et que si elle mourait il garderait le tout à l'exception de dix piastres qu'il donnerait aux pauvres.

Le juge a décidé que la question pouvait être soumise à un tribunal civil. L'accusé avait offert de payer peu à peu, mais avant de donner caution.

M. Catoir a été condamné à un an de détention au fort Jackson pour faux. Il obtenait des passeports pour des personnes à qui il savait bien avant, dans une de ces passes, une permission pour dix sacs de café qui ne figuraient pas dans la passe primitive.

Commission militaire.—Mateo Jurchi, accusé un meurtre de Vincent Descovich, a été traduit hier devant ce tribunal.

M. Field, avocat de la défense, a maintenu que cette cause n'était, pas du ressort de la commission, attendu qu'elle n'est point d'une nature militaire, qu'un acte d'accusation est déjà devant la Première Cour de District, qu'un acte aussi grave ne doit pas être jugé sous l'empire d'une loi quelconque de l'Union à moins d'une nécessité présente et pressante, et que rien de pareil n'est enregistrée par le maréchal prévôt général n'était point suffisante. Le tribunal a ordonné que l'exception fut enregistrée.

Les témoignages contradictoires ayant prouvé, qui est alors comme le défunt, voyageait sur le Lac, dans une goelette et que Descovich était son employé. Ils étaient amis et Jurchi faisait habituellement des visites chez Descovich, rue Clara, où il fit la connaissance d'une jeune femme qu'il courtisa et dont il se fit aimer. Ayant appris que des rapports défavorables avaient été faits à son sujet à la jeune personne, il en soupçonna Descovich et la bonne entente cessa de régner entre eux. La mauvaise intelligence ne fit qu'augmenter lorsque Descovich quitta la goelette pour aller travailler à bord d'un navire. Le 27 mars dernier, Jurchi fit une visite à la jeune femme et Descovich vint l'y voir relativement à une somme de $14 75 à payer, Jurchi s'opposa à quelques items, une querelle s'éleva entre eux, Jurchi donna un démenti à Descovich, un rixe eut lieu et Descovich fut tué d'un coup de couteau. Jurchi s'éloigna, mais la femme du défunt le suivit jusqu'au moment où il fut arrêté. Lorsqu'elle lui demanda pourquoi il avait tué son mari, il répondit : "Je l'ai fait, j'avais l'intention de le faire, je suis vengé maintenant."

La défense a établi que Jurchi était un homme très paisible et qu'il eut un mal pouché pendant la rixe.

Jurchi a déclaré par écrit qu'il s'était opposé à ce que le compte lui fût présenté chez cette qu'il courtisait, et avait demandé à Descovich de le faire disparaître hors de la société, que Descovich s'était fâché et l'avait défié de venir dans la rue pour régler l'affaire; que Descovich l'avait calomnié auprès de la jeune personne, l'avait frappé au visage lorsqu'il l'avait appelé menteur, et qu'il ne s'était servi de son couteau que pour se défendre.

La jeune femme a nié avoir jamais dit à Jurchi que Descovich lui avait dit quelque chose.

M. Field a soutenu que c'était un homicide ; le juge a répliqué que c'était un meurtre.

Accusation de vol de grand chemin—Jack Williams, soldat du 6e régiment des Volontaires de New-York, a été arrêté dans la rue Dryades. James Parker, demeurant dans la rue Apollon, entre les rues Philip et Première, l'accuse de vol de grand chemin.

Le plaignant déclare, d'après l'officier W. H. Pyne, qu'hier, à midi et demi, il se trouvait au Half Way House, dans la rue du Canal, quelques hommes appartenant au 6e régiment des Volontaires de New-York, l'appelèrent ; il s'arrêta, lorsqu'il fût arrivé à une quarantaine de pas de la maison, un des soldats que ses compagnons appelaient Bill, et que l'accusateur reconnait (c'est le prisonnier) tira un revolver et demanda au plaignant son argent ; le plaignant ne voyant aucune chance de fuir, leur remit ce qu'il avait sur lui—$6475 et ils lui permirent de s'en aller.

Dan Fitzpatrick, qui accompagnait M. Parker, essaya de l'éviter ; les hommes, armés de couteaux et de revolvers, le poursuivirent. M. Parker se mit pas s'ils l'arrêtèrent.

M. Parker ajoute qu'il a vu ces mêmes soldats insulter et maltraiter une pauvre femme qui revenait de l'enterrement de son mari.

La police cherche les accusés.

Chronique de New-York.

Nous empruntons aux derniers journaux de New-York les paragraphes suivans :

Mme Lincoln est actuellement au Metropolitan Hotel, où elle séjournera quelque temps avant de retourner à Washington.

—M. l'archevêque Hughes est, dit-on, sérieusement indisposé. Il lui a été impossible d'administrer le sacrement de la confirmation dans l'église Ste-Marie.

—Dans leur séance d'hier les aldermen ont chargé leur comité des affaires nationales d'étudier la convenance de cette proposition, négocier avec le gouverneur Morgan afin d'obtenir l'exemption de tout citoyen qui prouverait une recrue.

L'assemblée a alloué $2,000 pour les portraits de Thomas Jefferson et du gouverneur Morgan.

—Nous avons annoncé, il y a quelques jours, l'arrestation d'un nommé M. J. B. Van Vetchen, employé à la douane et s'élevant en liberté sous caution de $5,000.

On lit dans le *Post* d'hier que plusieurs autres employés de la douane viennent d'être suspendus de leurs fonctions. Ils sont accusés de complicité dans des fraudes considérables commises depuis longtemps au préjudice du gouvernement, par certains importateurs.

Il s'agit, dit-on, d'une somme de plus d'un million de dollars.

—On avait volé, dans l'après-midi de mercredi dernier, à la Banque d'Amérique, une boite contenant des bons et des certificats d'actions pour une valeur de $300 000, appartenant à M. Biggs et Cie, négociants dans Wall street. Ces messieurs offrirent immédiatement par la voie des journaux une récompense de $3,000 pour le recouvrement de ces valeurs qui se composaient d'un grande partie de Bons sur l'Etat et d'actions de chemins de fer. La police surexcitée par l'appât de la récompense promise, se mit immédiatement en campagne, et lundi, les détectives Kelsy et Bradford sont parvenus à retrouver les valeurs en question chez un rocheur, qui a déjà eu maille avec la justice, au moment où ayant en vain des recherches de la police, il se préparait à les détruire. La somme promise a été remise, à l'exception de la somme de $400 environ en timbres-monnaie, que le on tel voleurs n'étaient appropriés. MM. Biggs et Cie sont donc rentrés en possession de leur propriété. Le policier—on ne dit pas pourquoi—n'a fait aucune arrestation.

—Les différents corps d'état continuent à se mettre en grève. Depuis lundi, les constructeurs de bateaux, les emballeurs et les chauffeurs dans différentes de voyageur, et ils demandent une augmentation de salaire qui varie de 25 à 30 cents par jour.

—Le fameux cartel du général Gaston M. Clay à M. D. C. Bidwell a donné lieu à une rencontre qui a eu lieu dans le canadien. Ainsi que nous l'avions tout d'abord supposé, il paraît que M. Bidwell a été la victime d'une mauvaise plaisanterie ; le cartel n'émane pas de M. Clay et M. Bidwell, qui n'est donné beaucoup de peine pour connaître cette affaire, a été ce dire, comme le Mère de Venise : "mon rôle est terminé."

—Deux cousines associés d'avoir acheté des ordonnes de la garnison pour 6 à 700 cents, ont été arrêtées par ordre du gouvernement de la grande et corruption au fort Ludington.

—On a vu dans la nuit de vendredi, 24 octobre, un brillant météore à l'observatoire du collège de Portsmouth dans le Massachussetts. Comparé à Mars, son éclat surpassait de beaucoup celui de cette planète, avec laquelle il avait beaucoup de ressemblance. Son apparition a été bientôt suivie d'une explosion très distincte, accompagnée d'une lumière bleuâtre qui remplissait tout le champ d'optique et s'étendait à deux ou trois fois son diamètre.

—Les ventes de tabac à Louisville pour l'année qui vient de s'écouler, s'élèvent à 28,908 boucauts. Les produits de la récolte pour l'année prochaine promettent d'être beaucoup plus considérables.

NOUVELLES DE L'AMÉRIQUE DU SUD.

Le steamer *Champion*, arrivé le 13 à New York, d'Aspinwall, avait à bord 706,780 en or, et les malles du Pacifique et de l'Amérique Centrale.

De la Nouvelle-Grenade, on annonce que la dernière ville d'Antioquia, le dernier boulevard du général réactionnaire Arbolida, s'est rendue à Mosquera. La reddition de cette ville va amener une fin de la guerre civile.

Les nouvelles des autres républiques hispano-américaines sont sans aucun intérêt.

LE BUT DE LA GUERRE AU MEXIQUE.

Nous lisons dans le *Patrie* :

Les journaux de Madrid commentent depuis deux jours un bruit qui dépasse par sa singularité tous ceux auxquels a donné naissance le dénouement survenu au Mexique entre les représentants de l'Espagne, de l'Angleterre et de la France. On bruit n'est autre que celui de l'occupation définitive du Mexique par l'armée française. Les choses seraient ainsi arrangées : dès la prise de Mexico, le gouvernement impérial annoncerait la rupture du traité de Londres, et déclarerait qu'il l'avenir la terre Mexicaine fait partie dorénavant de l'empire français.

Depuis ce trois journaux commencent bien à ne pas accepter ce bruit avec une entière confiance, mais ils l'examinent, le tournent, le retournent, et finalement ils présentent à leurs lecteurs comme un fait très extrêmement improbable qu'il faudra peut-être subir.

Prendrons-nous, nous aussi, la peine de le discuter, mais pour le combattre ? Nous nous contenterons de signaler la persistance que mettent certains journaux à dénaturer à plaisir les tendances de la politique française au Mexique ; nous plaindrons les partis qui 'en sont réduits à employer de telles armes contre la France, et nous laisserons au peuple espagnol le soin de faire justice d'aussi ridicules inventions.

Le procès Crépin—On lit dans le *Salut public* de Lyon :

"Nous avons reproduit récemment deux lettres qui portaient la signature et la condamné Chorel, et contenant de prétendues rétractations de ses aveux de la cour d'assises.

"Nous avons agi sagement en mettant nos lecteurs en garde contre leur authenticité. Nous sommes en mesure de déclarer qu'il résulte de documents officiels qui nous ont été communiqués, qu'à cette heure, non-seulement Chorel n'a pas rien rétracté, mais encore qu'il a confirmé pleinement toutes les déclarations faites par lui tant devant le juge d'instruction que devant la cour d'assises.

Nous avons annoncé que deux des vaisseaux partis de France pour le Mexique, armés seulement en transports allaient être armés en guerre sur rade de Sacrificios. Des lettres de Vera Cruz donnent lieu de penser que ces deux vaisseaux seront l'*Eylau* et l'*Imperial*.

L'*Eylau* est commandé par M. le capitaine de vaisseau Durand Saint-Amand ; l'*Impérial*, par M. le capitaine de vaisseau Honnart.

(*Patrie*)

Réception des ambassadeurs

—PAR M. DROUYN DE LHUYS.

Nous lisons dans la *Patrie* du 23 octobre :

Ainsi que nous l'avons annoncé, Son Exc. M. Drouyn de Lhuys a reçu hier les membres du corps diplomatique.

Cette réception, bien que la première depuis l'installation du nouveau ministre, ne différait en rien des réceptions ordinaires de chaque semaine. On n'était pas en uniforme.

Les divers chefs de mission ont été, comme d'habitude, introduits dans les appartements du ministre suivant l'ordre d'arrivée de chacun, les ambassadeurs primant seulement les ministres plénipotentiaires et les ministres les chargés d'affaires.

Trois ambassadeurs étaient seuls présents : LL. Exc. Mgr Clogi, nonce apostolique, le marquis de la Havane, ambassadeur de S. M. Catholique, et lord Cowley, ambassadeur d'Angleterre.

Le comte de Rechberg, qui était représentant le prince de Metternich absent, et M. d'Oubril, l'ambassadeur de Russie, vacante jusqu'à l'arrivée de M. de Budberg.

Son Exc. le général Ismaïl Pacha, ambassadeur de la Sublime Porte, qui avait été reçu l'avant-veille en audience particulière par M. Drouyn de Lhuys, n'a pas été vu, nous assure-t-on, au ministère des affaires étrangères.

S. A. le prince de Hesse représentait la légation de Prusse, vacante comme l'ambassade de Russie.

On remarquait parmi les ministres plénipotentiaires LL. Exc. M. Rogier, ministre de Belgique; M. Lightenvelt, ministre des Pays-Bas, M. le baron de Wechter, ministre de Wurtemberg ; M. Kern, ministre de Suède ; le général Kalergi, ministre de Grèce; M. le baron de Schweitzer, ministre de Bade, et M. William Dayton, ministre des Etats-Unis.

Le correspondant parisien de l'*Indépendance belge* lui écrit, au sujet de cette réception :

On sait qu'hier a eu lieu la réception du corps diplomatique par M. Drouyn de Lhuys. Les diplomates se louent généralement des façons courtoises du successeur de M. Thouvenel. Mais il paraîtrait qu'on a peu parlé politique. Le nonce et le marquis de la Havane seuls auraient causé avec M. Drouyn de Lhuys. Lord Cowley n'a eu avec le ministre qu'une courte entrevue. M. Nigra s'était posté à la réception. Le ministre des affaires étrangères a seulement échangé des quelques instants qu'il a passé avec M. Drouyn de Lhuys. On a beaucoup remarqué ces petites circonstances qui auraient paru indifférentes à un autre moment.

Réception de l'ambassadeur turc.

On lit dans le *Moniteur* :

"Son Exc. Mehemed-Djemil-Pacha a eu l'honneur d'être reçu aujourd'hui par l'empereur au palais des Tuileries, et lui a remis les lettres qui l'accréditent auprès de Sa Majesté Impériale en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Porte Ottomane, et les lettres de rappel de Son Exc. Véli-Pacha, ainsi qu'une lettre par laquelle S. M. I. le sultan remercie l'empereur de l'envoi des insignes de la Légion d'Honneur.

"L'empereur a reçu ensuite de Son Exc. les grand officier de la couronne et des officiers de la maison de Sa Majesté.

"Son Exc. le ministre des affaires étrangères assistait à l'audience.

"Son Exc. l'ambassadeur a adressé à l'empereur les paroles suivantes :

"Sire,

"J'ai l'honneur de remettre entre vos mains les lettres autographes par lesquelles le sultan, mon auguste souverain, m'accrédite auprès de Votre Majesté Impériale en qualité de son ambassadeur extraordinaire.

"Le plus vif désir de S. M. le sultan, votre auguste ami et allié, est de raffermir de plus en plus les rapports d'amitié et de bonne harmonie qui ont toujours si heureusement existé entre les deux cours et de purifier de toute occasion pour donner à Votre Majesté Impériale de nouveaux témoignages de ses égards et de son affection.

"Organe fidèle de ces sentiments, je suis heureux, Sire, d'être appelé une seconde fois à représenter mon souverain auprès de Votre Majesté Impériale, et tous mes efforts tendront au maintien des relations si sympathiques et si fraternelles que j'ai déjà entretenues avec le gouvernement de Votre Majesté Impériale.

"Dans cette circonstance, j'ose espérer que vous daignerez, Sire, me continuer votre haute bienveillance dont j'ai conservé le plus précieux souvenir et à laquelle j'attache le plus grand prix."

L'Empereur a répondu :

"Je vous remercie des sentiments que vous me manifestez au nom de S. M. le sultan. Vous pouvez vous dire que depuis son avénement au trône j'ai envi avec le plus vif intérêt sa conduite loyale et courageuse et j'ai applaudi de tout mon cœur aux réformes qu'il a entreprises. Je suis heureux qu'il ait choisi pour le représenter une personne qui m'avait déjà donné des garanties de ses sympathies pour la France et qui avait laissé toi les meilleurs souvenirs. Vous pouvez donc, Monsieur l'ambassadeur, compter sur ma bienveillance."

"S. Exc. l'ambassadeur et les officiers de son ambassade qui l'accompagnaient ont été conduits au palais des Tuileries dans les voitures de la cour, et reconduits, après l'audience, avec le même cérémonial, à l'hôtel de l'ambassade."

EDITION D'HIER SOIR.

BRUITS D'UNE GRANDE BATAILLE.

Au moment où nous allons sous presse le bruit circule en ville qu'il s'est livré une grande bataille en Virginie.

Nous ignorons si la rumeur est fondée.

Les rumeurs.—Nous sommes, paraît-il, pressé, dit l'*Abeocate* de ce matin, que les rapports sur une grande bataille qui aurait été livrée en Virginie le 20 et le 21, proviennent de la nouvelle télégraphique, donnée dans les journaux de Mobile du 26, que des forces considérables avaient commencé entre les grandes armées des généraux Burnside et Lee. Les Confédérés, dit-on, s'étaient pas en possession de Holly Springs, le général Rosecrans se trouvant là avec ses forces.

Distribution du general Rugolez.—Un journal du Sud sanctionnait dernièrement que le général Ruggles de l'armée confédérée avait été déchargé de son commandement et avait reçu l'ordre de se rendre à Richmond. On a, depuis annoncé qu'il avait été renvoyé du service par suite d'actes de corruption qui lui auraient rapporté $150,000 de profits. Il aurait échangé avec les Fédéraux du coton contre du sel.

Et toi aussi Brutus !—La ville de Springfield, Illinois, où demeure habituellement M. Lincoln, vient de voter aux dernières élections, une majorité de 400 voix aux démocrates, et le comté de Sangamon, dans lequel se trouve la résidence de M. Lincoln, a donné aux démocrates une majorité de 900 à 1200 voix. Ainsi son dieu, son comté, sa ville sont amenés à la politique.

LE BLOCUS A CHARLESTON.

Le *Charleston Mercury* du 7 parle ainsi des navires qui ont franchi le blocus et de leurs cargaisons :

Une seule maison de Charleston, John Fraser & Co, a expédié les port huit navires de destination qui est sorti depuis quelque temps des Etats confédérés. Il n'y a pas une seule livre de ce coton qui soit allée aux Etats-Unis par voie ou par capture. Chaque parcelle est arrivée en Europe, et les Yankees n'en ont rien eu.

On a assuré ouvertement que les articles nécessaires aux besoins immédiats de la guerre sont rarement apportés par les aventuriers qui "courent" sur depuis quelques mois le blocus continental." Nous affirmons, au contraire, qu'en composant les cargaisons de retour, chaque steamer prend autant de fret pour le gouvernement qu'il peut en transporter avec sécurité et que les colis plus légers n'y sont ajoutés que pour compléter la charge. La plupart de ces colis se composent des marchandise fort utiles au gouvernement et aux troupes, telles que des souliers, des vêtements, des médecines.

Les factures de MM. John Frasier & Co sont soumises aux agents du gouvernement qui ont la faculté d'y choisir tout ce que le gouvernement désire et de le prendre au prix mentionné. Le surplus, que le gouvernement ne veut pas prendre, est vendu à l'encan. Qu'on prenne pour exemple le dernier steamer qui a forcé le blocus—le "Minho". Il a apporté en fret pour le gouvernement : 327 caisses contenant 7,340 carabines ; 35 caisses contenant 2,100 carabines, 87 caisses de munitions, 50 caisses de capsules. Cela composait son fret pour le gouvernement. Le reste, consistant en 1,500 boucauts de sel, était vendu à l'encan. Le colonel du 1er bataillon, avec un bataillon, devait occuper la Soledad, pour garder une passerelle établie par le génie militaire sur la Rio-Jeanne, et au moyen de laquelle les vivres arrivés sur la rive gauche dans les chariots venus de Vera-Cruz avaient pu être passés sur la rive droite et être ensuite chargés sur les chariots vides d'Orizabe.

Tant que la rivière ne sera pas guéable, les vivres et objets de guerre ne seront en deux parties : de Vera Cruz à Soledad, sur la rive gauche ; de la rive droite à Orizaba, après avoir traversé les vivres par la passerelle.

Les malades de tout sont, pour le moment, les meilleurs moyens de transport, et on cherche à en recueillir le plus possible. Les opérations entreprises par le général Forey ont été accepté en Europe avec enthousiasme. Le sentiment public a pensé que l'empereur Napoléon, surtout en présentant, dans la force de leur génie, la grandeur militaire de l'Amérique. Mais c'était généralement quelque chose de fort obscur pour l'Europe. Nos précédents militaires étaient inconnus, et on ne croyait pas que la presse anglaise et française comme des romans tranchantes. Mais cette guerre a démontré que ces vauteries étaient encore au dessous de la vérité. Le climat a fait plus que la plus énorme qui jette dans l'ombre tout ce que l'histoire moderne nous offre en développement militaires, et a aussi étonnamment mis plus en lumière la valeur de notre armée.

En dix huit mois, le Nord et le Sud ont levé des armées plus grandes que celles du premier Napoléon ; on y a lancé des flottes blindées capables de lutter avec les cuirassés de l'Angleterre et de France ; deux millions d'hommes ont été mis sous les armes ; et, cependant, le système intérieur de l'industrie du pays et les occupations ordinaires au temps de paix n'ont été que peu bitterrompus, et ne l'ont par la moins exceptionnelle du blocus des côtes du Sud. Si le Nord et le Sud eussent continué à être unis comme nation on aurait pu voir à peine une lutte à l'extérieur. Jamais une puissance n'aurait pu l'attaquer sans la tenir en échec. Nous avons pu traverser tout le continent, prendre le Canada à la barbe de toutes les puissances européennes combinées, et on n'aurait pas pu seule comme une coquille d'œuf sous le mat-teau.

La révélation sanglante et malheureuse que la guerre civile a donnée ressources militaires a donné naturellement à l'Europe, et particulièrement à l'Angleterre, un intérêt extraordinaire dans sa durée. Rien ne pourrait être plus contraire aux désirs et à la politique de la Grande-Bretagne que l'établissement d'un fait impossible à la restauration de l'Union, et la consolidation et le renouvellement de cette concurrence militaire.

Si l'Angleterre ou une autre puissance une conciliation semblable et acquise pour le gouvernement britannique. Il n'hésiterait pas maintenant à reconnaître le Sud, s'il n'était pas convaincu de notre puissance à soutenir la guerre, et s'il n'avait pas la certitude que la guerre est finie à la nationalité et du pouvoir de son ancien rival. Cet objet est l'épuisement réciproque du Nord et du Sud. L'Angleterre se propose de favoriser la continuation de cette guerre, autant qu'il lui sera possible, pour la ruine mutuelle des deux parties engagées, en se tenant à l'écart et en pesant qu'après une vaste dépense d'argent et de sang de part et d'autre, la question sera aussi indécise qu'au commencement. Un fait impossible à accomplir par le patriotisme du Sud qui par le mode moins profitable d'une intervention étrangère. Aux avantages qu'elle compte retirer de cette séparation, elle veut joindre celui de n'avoir peut attendre de la perte et de la ruine du Nord et du Sud dans une longue guerre. Sa politique actuelle de neutralité est fondée sur la certitude que le Sud est à même de conquérir son indépendance, et que la continuation des hostilités ne lui fait courir aucun risque d'être subjugué.

Dans ces calculs inhumains et anti chrétiens, l'Angleterre a justement apprécié l'esprit et la résolution du Sud. Nous sommes prêts à conquérir notre indépendance au prix du sang et des souffrances calculées par l'Angleterre, mais nous la comprenons bien en cette affaire. Dernière source de consolation et de prétendue pharasaïque se cache un but diabolique et hideux.

☞ Les journaux radicaux de New York ne vantent journellement de leur immense dévouement, et cependant il ne se trouve pas qu'il y ait dans la ville que 25,000 hommes qui votent pour leurs doctrines.

C'est un fait que viennent de démontrer les dernières élections et qu'il serait bon de se rappeler toutes les fois que les fanatiques de l'Etat Empire publieront leurs mensonges ordinaires.

La grandeur de l'Amérique comme unité.

Du Richmond Examiner, du 8 novembre.

La grandeur de l'Amérique est, pour l'Europe, une révélation toute nouvelle. Le Nord et le Nord Confédérés, sous l'ancien gouvernement, les Etats Unis possédaient un pouvoir militaire et une abondance de ressources dont leurs citoyens ne se sont jamais rêvé. Ils ne se sont jamais rêvé. Mais peu de gens en Europe avaient quelque idée du pouvoir de ce jeune géant du monde occidental. Un de deux de leurs hommes publics, comme Xavier et Napoléon, auraient pu présenter, dans la force de leur génie, la grandeur militaire de l'Amérique. Mais c'était généralement quelque chose de fort obscur pour l'Europe. Nos précédents militaires étaient inconnus, et on ne croyait pas que la presse anglaise et française comme des romans tranchantes. Mais cette guerre a démontré que ces vauteries étaient encore au dessous de la vérité. Le climat a fait plus que une puissance énorme qui jette dans l'ombre tout ce que l'histoire moderne nous offre en développement militaires, et a aussi étonnamment mis plus en lumière la valeur de notre armée.

En dix huit mois, le Nord et le Sud ont levé des armées plus grandes que celles du premier Napoléon ; on y a lancé des flottes blindées capables de lutter avec les cuirassés de l'Angleterre et de France ; deux millions d'hommes ont été mis sous les armes ; et, cependant, le système int